

**OBJET : RESTRICTION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT
SUR LE DOMAINE PUBLIC PARKING DE LA CAF**

- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;
- VU** le Code de la route, notamment l'article R 417 ;
- VU** l'Arrêté Municipal n° 2023/092 du 10 mai 2023 réglementant l'arrêt et le stationnement à ARPAJON ;
- VU** l'Arrêté Municipal n° 2022/321 du 13 janvier 2023 réglementant la circulation sur le territoire de la ville d'ARPAJON ;
- VU** les prescriptions techniques de voirie de Coeur d'Essonne Agglomération transmises à l'entreprise ;
- VU** la demande formulée le mardi 25 mars 2025 par l'entreprise MGC – 17B rue des Rochettes 91150 MORIGNY CHAMPIGNY représentée par Monsieur BOULAGDOU– 06.17.30.11.06 concernant des travaux sur canalisation d'eau potable endommagée lors de travaux sur le parking de la CAF- 91290 ARPAJON ;
- CONSIDERANT** la nécessité de restreindre le stationnement pour réaliser cette intervention ;
- CONSIDERANT** que l'intervention doit avoir lieu le mardi 1^{er} avril 2025 ;
- Le Maire de la commune d'Arpajon.**

ARRETE

- Article 1 :** Le mardi 1^{er} avril 2025, le stationnement sera réservé sur six places de stationnement au droit du chantier sur le parking de la CAF.
- Article 2 :** A l'approche du chantier, l'entreprise aura à sa charge la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public et sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Ladite signalisation devra être conforme aux dispositions alors en vigueur.
- Article 3 :** La réfection des places de stationnement en enrobé noir ainsi que le marquage des places sera conforme aux préconisations habituelles de Coeur d'Essonne Agglomération.
- Article 4 :** Le présent arrêté sera affiché 48 heures avant le début des travaux par le bénéficiaire.
- Article 5 :** Cette autorisation pourra être modifiée, voire supprimée par nécessité de service ou par mesure de sécurité en raison de circonstances particulières ou des conditions atmosphériques.
- Article 6 :** Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entrainera la suspension immédiate du chantier.

Article 7 : Les véhicules en infraction seront verbalisés et enlevés par les services de Police aux frais et risques du contrevenant.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Madame la Directrice Générale des Services,
- Madame la Commissaire de Police d'Arpajon,
- Monsieur le Responsable de la Police Municipale d'Arpajon,
- Monsieur BOULAGDOU, entreprise MGC, bénéficiaire de l'autorisation

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Arpajon, le 26 MARS 2025


Le Maire-Adjoint,
Thierry FICHEUX



Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent arrêté et informe que cet acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois, à compter de la présente notification.
Le Maire,
Christian BERAUD